Communistes pour une autre orientation du Parti Communiste Français !

-- Textes du 33eme congrès du PCF - Contributions --

Contributions

Contribution au 33ème congres (site PCF)

Pour une conception d’un communisme du 21eme siècle

Sylvie Mayer

communistes
lundi 9 janvier 2006

Contribution à la tribune de discussion du 33eme congrès Sylvie Mayer

Section fac d Orsay fédération de l Essonne 28 décembre 2005

En accord avec la stratégie et la visée du projet de base commune adopté par le conseil national, je suis satisfaite de constater l apport du groupe de travail « commerce équitable, économie sociale et solidaire du Pcf » dans ces textes et dans le programme. Toutes nos propositions notamment celles de débat sur le statut de la grande distribution et de création d une filière équitable fruits et légumes sont sur le site www.pcf.fr/solidaire .

Pour une conception d un communisme du 21eme siècle, je souhaite soumettre à notre discussion des propositions de formes alternatives d appropriation sociale.

Nous voulons dépasser les logiques marchandes et le productivisme, sans pour autant tout nationaliser, étatiser, collectiviser.

Au-delà de ce qu il convient de conserver, de développer, de transformer en service public mondial, européen, national ou territorial, je vous propose de nous interroger sur les formes possibles d entreprises alternatives aux entreprises à but financier.

Le chapitre II du texte sur la visée communiste propose « l appropriation sociale des conditions du développement humain à travers l autogestion... » et « un nouveau statut de l entreprise... conduisant au dépassement du salariat.. » . En France le poids de l Economie sociale et solidaire (mutuelles-coopératives-associations) représente 2 200 000 salariés, 10 % du PIB, 60 % des dépôts bancaire, 41 millions de mutualiste dans la santé et l assurance. Certains de ses dirigeants lui ont fait perdre son âme et son pouvoir transformateur sous l œil plutôt indifférent des Françaises et des Français.

Ne devons nous pas proposer aux citoyennes et citoyens d y reprendre le pouvoir pour une vraie citoyenneté économique ...

C est déjà une réalité à travers les Scop et les SCIC.

- 1600 Scop françaises, sociétés coopératives de production, entreprises PME-PMI associent 35.000 salariés et ont choisi l autogestion (une personne, une voix). Elles refusent que le produit du travail serve à la spéculation financière. Elles sont non cotables en bourse, non délocalisables, non opéables. Présentes dans de nombreux secteurs (production, services), les SCOP se portent plutôt mieux que les autres entreprises, sont plus stables, licencient moins et font mieux partager leurs résultats aux salariés. Elles se heurtent évidemment à la logique du réseau des multinationales qui peuvent être leurs fournisseurs, ou leurs clientes ou leurs concurrentes. (Europe : un million de « salariés coopérateurs » Scop : Allemagne : 300 000, Italie : 250 000, ; Espagne : 170 000 ...) Pourquoi ne pas proposer leur développement et leur renforcement par leur mise en réseau ... 550 000 PME-PMI seront à céder dans les dix ans. Pourquoi ne pas proposer un droit de préemption de leurs salariés pour un passage en SCOP ...
- 80 SCIC, Société coopérative d intérêt collectif ont été créees. Forme nouvelle, salariés, usagers et clients, bénévoles, collectivités publiques et leurs groupements en sont les acteurs. Elles peuvent contribuer au développement d une économie locale mixte à partir d initiatives privées (habitat,

environnement, transports, services, productions agricoles, culture, restauration collective...).

Ne faut-il pas favoriser le développement de ces formes alternatives d entreprises ...

Nous souhaitons une appropriation sociale et nous voulons l intervention citoyenne.

Associations, coopératives, mutuelles recèlent un trésor d expériences, de dynamisme de solidarité. Appuyons-nous sur toutes ces expériences sociales et solidaires vécues par 2 200 000 françaises et français.

Dans les lieux de confrontation que nous ouvrons, interrogeons ces citoyennes et citoyens sur les moyens nécessaires au développement de leurs actions solidaires et équitables. Chiffrons avec eux les coûts et la dynamique économique que cela induirait.

C est avec du concret que nous contribuerons à transformer la société.